L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 SEPTEMBRE 1865. Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN, 15 SEPTEMBRE.

FRANZ G. HARKHAM, rue du Camp No. 68, est autorisé des coulers bilatéral marqueur agent, à donner de quittance en caractères, pour [illegible], pour dames, demoiselles et enfants.

Pour la liste des arrivages et des départs [illegible] des bateaux-vapeurs, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

ANNONCES
Sur la quatrième Page.

On trouvera différentes à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les [illegible] de *shérif* et des cours.

Et à la troisième page, nombre d'annonces.

FEUILLETON.

Pour le feuilleton, voir la deuxième page.

[illegible] U. P. HERBAU est autorisé à recevoir [illegible] des abonnements à l'*Abeille* dans les paroisses des Attakapas et St-Martin.

M. GÉRARDEAU, de Mackaville, est l'agent de l'*Abeille* pour la paroisse des Avoyelles.

Pression *à l'ouverture des eaux pour*

[illegible] (Texas), et les Etats, voir aux annonces

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs—Bonnefontaine située au faubourg Washington, dans le Troisième District, face à la rue Thalie, entre les bâtiments qui y touchent.

Par D. H. Murphy, à 10 heures, au coin des rues Magazine et Girod—Grande vente d'articles divers, consistant en cuivre rouge, cuivre, fer-blanc, zinc, poêles, moules et modèles de fonderie, thermomètres, [illegible]. La vente aura lieu de jour en jour jusqu'à conclusion.

Par B. Turpin, à 3 heures, au portail de Deslonde, rue Esplanade, en remplacement de Graham's Foley, de Glasgow—Vins rouge et blanc en caisses, bulle d'olive; [illegible] en futailles de 30 à 40 gallons rouge, Combinaison.

Par G. Lemonnier, à sa salle d'Exposition—Cristallerie, couverts et [illegible].

Par Hoffman & Macks, au No 31 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et vêtements.

Par G. Lemonnier, au No 49 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, habillements et parapluies.

Le Tarif et l'industrie du Sud.

II.

Grâce au peu lecteurs qui n'ont pas oublié les articles que nous avons publiés dans l'*Abeille* en 1860 et 1861, n'ont pas besoin d'une nouvelle [illegible] du fait de notre part sur la question de tarif. Nous démontrâmes alors la lutte échangeable que le Sud, pût échanger directement ses deux cents millions de produits [illegible] contre [illegible] d'Europe, sans être [illegible] à payer [illegible] grandes villes d'importation du Nord des droits de courtage, d'entrepôt et de commissions aux banquiers. Nous faisions remarquer le fait inexplicable que la Nouvelle-Orléans bien qu'exportant à elle seule les deux tiers des produits du Sud, n'importait d'Europe qu'une quantité de marchandises insignifiante en égard aux besoins de cette marché qui se trouvait alimenté de seconde main par l'intermédiaire de New York, Boston et Philadelphie au moyen de commerce de cabotage. Enfin nous faisions remarquer le monopole qui résultait de cet état de choses pour la marine marchande du Nord.

Aujourd'hui, les conditions sont bien changées. La Louisiane produit à peine assez de sucre pour sa consommation, et les Etats extérieurs ne fournissent pas de quelques années la quantité de coton que pouvoit nécessiter les besoins seuls des manufactures du Nord. La production du riz et du tabac est tombée dans la même proportion. New York a plus que jamais le monopole des importations, comme le prouve le chiffre de ses recettes en douane qui s'élève à 90 millions en or pour une seule année fiscale. En présence de ces faits nouveaux, l'intérêt du Sud est-il toujours dans l'abrogation ou l'établissement du tarif protecteur?

Avant de répondre à cette question, disons d'abord quelques mots du nouveau tarif. Aucun de ceux qui chérissent la vérité ne cherchera à [illegible] les exigences—et pour-t-il avoir pour les embarrasser c'est-à-dire tout le monde—personne dans n'ignore que les droits de douane ont été doublés, triplés et même quadruplés dans certains cas par des lois que le Congrès a votées pendant la guerre, alors que les représentants des Etats du Sud n'étaient pas là pour défendre nos intérêts. On serait peu disposé que l'élévation des droits aurait infiniment diminué les importations que les recettes en ont augmenté notablement diminué. Il n'en a rien été. Les droits de douane qui ne produisaient que quelques millions avant la guerre, en rapportent aujourd'hui une centaine, et c'est là un grand sujet de triomphe pour les partisans du système protecteur.

Cette augmentation est cependant facile à expliquer. D'une part, les droits étaient doublés ou triplés, de l'autre la valeur des articles importés avait considérablement augmenté, de sorte que la même quantité de marchandises rapportait un droit quadruple de ce qu'il était avant la guerre. Si l'on y ajoute que le public a été encore obligé de payer les intérêts et divers articles de luxe à des prix [illegible] exorbitants par les droits et la différence du change, nous reconnaîtrons que la masse de papier-monnaie jetée dans la circulation par le gouvernement et l'impossibilité d'en opérer le placement avaient amené chez tous les curieux du jour des habitudes de dépenses et des goûts de luxe qui expliquent suffisamment la multiplication de commerce d'importation dans des conditions qui semblaient le rendre impossible.

Il ne faut pas croire que les mêmes phénomènes continueront après la dispersion des armées qui les ont créés. Les règles économiques qui ont été méconnues dans des circonstances exceptionnelles, reprendront peu à peu leur empire, et ce n'est bien qu'il faudra que le chiffre de la valeur des importations ajouté au montant des droits de douane se trouve en équilibre avec celui des exportations, ou en mot qu'il y ait balance entre le doit et l'avoir. Or, si les résultats sont bonnes en Europe, nous ne voyons pas d'un important à placer à la colonne de l'avoir, en échange de l'or de Californie. Cela ne suffit pas pour maintenir les importations dans le pied où elles ont été depuis deux ans. D'un autre côté, il n'y a plus de contrats de fournitures par contrôle des centaines de mille individus, et leur permettre de jeter les grands banks à pelletée. Le crédit est éteindu, les payeurs ne [illegible] et un peu d'économie deviennent nécessaires après tant de folles prodigalités. Si le prix a ouvert les Etats du Sud au [illegible], ainsi il n'y a guères trouvé de débouchés que pour les choses de première nécessité, et la demande pour les articles de luxe—et ce sont tantôt ceux objet importé ces articles de luxe—n'y reviens pas avant qu'il y ait une ère de [illegible] bonnes récoltes.

On peut donc dire qu'avec le maintien du tarif actuel, le chiffre des importations restera à diminuer et avec lui le chiffre des recettes en douane. Un abaissement du tarif qui maintiendrait marchandises d'Europe à la portée des petites bourses aurait un effet contraire, car ce qu'on perd sur [illegible] de recettes qu'on n'obtient pas [illegible] d'argent.

Malheureusement, les protectionistes, enivrés de succès inespérés que leur donne en réunissant à leur parti [illegible], tiendront plus que jamais à leur tarif. Ils tiendront un argument puissant du chiffre des recettes qui dépasse de vingt millions [illegible] celui des années précédentes. Ils feront valoir l'accroissement des manufactures du Nord, et la nécessité de protéger l'industrie américaine, dans un moment où elle est [illegible] par la concurrence européenne. Il y a une [illegible] qu'on fait facilement valoir avec les Américains, c'est celle de l'argent: ils ne peuvent se tenir [illegible] que les droits de douane ont été [illegible] jusqu'à ce que l'argent [illegible] revienne pour remplacer les espèces [illegible] la vente de la vaisselle [illegible].

Nous avons, maintenant à notre point de départ. Le Sud a-t-il, dans l'état des choses, la même intérêt qu'avant la guerre à l'établissement ou à l'abrogation du tarif, ou ne vendrait-il pas aujourd'hui [illegible] indifférent et faire exactement ce que [illegible] et Nord? Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur les Etats du Sud pour répondre à ces questions, [illegible] affirmativement, la seconde négativement.

Le Sud est un pays essentiellement agricole. Par la nature de son objet, par la richesse de son sol, par la [illegible] de ses produits, il est destiné à rester toujours tributaire [illegible] pour [illegible] ses produits à mesure que ses moyens de travail augmenteront, tant par l'expansion de nouveaux [illegible] que par l'application des moteurs mécaniques appliqués à la culture. Il y a donc un sol une mine inépuisable; elle est là, il n'y a qu'à l'exploiter. Quelques outils et des bras, voilà tout ce qui manque au propriétaire de la terre. Que le Sud produise six millions de balles de coton, et ce coton se vendra facilement à 20 cents la livre. Le résultat sera donc le même que celui de trois millions de balles vendues à dix cents. Si la production vient à doubler et à tripler d'ici à quelques années, l'écoulement de produit n'en est pas moins assuré, car nul coton ne peut lutter avec celui de l'Amérique ni pour la qualité de la fibre ni pour le bon marché.

Il y aurait donc folie de la part du Sud à abandonner une source de richesses faciles à exploiter, et à perdre ainsi le fruit d'une longue expérience, pour se lancer dans les hasards de l'industrie. Pour créer et établir des manufactures il faut des capitaux énormes qui font absolument défaut. Si les bras manquent pour l'agriculture, à plus forte raison manqueront-ils pour des travaux qui exigent un apprentissage spécial. Il ne s'agirait pas seulement pour le Sud de faire concurrence aux articles importés en profitant de la protection du tarif, il lui faudrait lutter contre les manufactures du Nord.

Une pareille lutte se ferait dans des conditions trop inégales pour que le Sud eût la moindre chance de l'emporter. La main d'œuvre a toujours été et sera encore longtemps beaucoup plus élevée au Sud qu'au Nord: les capitaux y étant plus rares, l'intérêt de l'argent y est plus fort. Il faudrait d'ailleurs tout créer, les usines, les industriels et les ouvriers, car les patrons auraient autant besoin d'apprentissage que les employés. Nous parlons de la grande industrie et non de petites industries locales qui peuvent prospérer. Enfin, dernier argument qui n'est pas le moins solide de tous, il faudrait se lancer dans une entreprise hasardeuse avec la perspective de voir tous les sacrifices faits pour mettre la manufacture par un bon pied compromis par un déplacement de la majorité dans le Congrès, qui aurait infailliblement suivi d'un abaissement du tarif.

A chacun son lot dans ce monde. Aux climats froids et brumeux du Nord, la houille et la puissance motrice de la vapeur pour transformer les produits de la terre et les façonner; aux climats chauds du Midi, la puissance florissante du soleil pour faire croître et multiplier ces produits; à toute la famille d'échanger librement les trésors de leur travail, quel que fruits ils soient et d'où ils soient tirés ou pour qui ils soient destinés.

Le Sud est donc et doit rester pays agricole. A ce titre il n'a aucun intérêt au maintien de cynique protecteur qui n'aboutit qu'à lui faire payer plus cher les objets manufacturés dont il a besoin. Son intérêt se trouve d'accord avec les principes généraux de l'économie politique qui commencent à l'emporter en Europe sur les idées arriérées de l'ancienne école, et qui finiront par triompher aussi de ce côté de l'Océan. Comme auxiliaires dans la lutte, le Sud trouvera l'Ouest, pays agricole ayant des intérêts identiques aux siens, et les Etats du Pacifique, pays carrières, tributaires des Etats manufacturiers et intéressés à échanger directement leur or contre les articles européens qui ne leur parviennent que grevés de droits et de commissions dont le total est double ou triple de la valeur [illegible] des objets importés.

Il faudra procéder graduellement à l'abolition du tarif, d'une part à cause de la nécessité d'accroître le paiement en or des intérêts de la dette, de l'autre pour ne pas porter un coup trop subit aux industries qui ont grandi à l'abri de ces barrières, et pour leur permettre de se préparer à la lutte avec l'Europe. Mais tout en y mettant une certaine mesure dans l'intérêt même de cette, il faudra diriger une attaque vigoureuse contre cette législation laïque qui sacrifie les intérêts des trois quarts de l'Union à ceux d'un petit nombre d'exploiteurs, et qui place la république américaine en arrière des monarchies européennes sur la route du progrès.

LA TAXE D'ÉCOLE—Comme il ne pouvait être douteux que tous les contribuables, à quelques exceptions près, consentiraient approuvé avec empressement la pétition rédigée contre ce nouvel impôt, si elle leur eut été présentée, les promoteurs du mouvement n'ont pas jugé qu'il fut nécessaire de recueillir un grand nombre de signatures, et la pétition contre l'ordre militaire portant le No 38 a été adressée au général Canby, sous les auspices de quelques bons cœurs. Les réclamants considèrent que l'ordre qui limite la taxe à ce département militaire viole le principe fondamental suivant lequel toutes les taxes doivent être égales, et ils demandent en conséquence que le Trésor des Etats Unis fournisse les fonds requis. Parmi les signataires apposées au document figurent les noms qui suivent: Alfred Fox, Thomas Bliss, J. G. Gaines, Sam. Bell, Geo. Jones, Ch. Briggs, Ambrose Lanfear, A. Brother et E. Wood Pory.

LE SURINTENDANT DES ÉCOLES PUBLIQUES.—M. J. B. Carter, surintendant des écoles publiques, nous prie d'annoncer que J. B Carter, mentionné dans une feuille noire de cette ville comme secrétaire d'un meeting de liberté, est un homme de couleur et non lui-même certainement des écoles publiques. Il ajoute aussi en outre qu'il n'assiste à aucun meeting politique.

RESTOUR, PARDON ET RESTITUTION.—M. Adam Giffen, ancien trésorier de la ville, est revenu de Washington après avoir fait reconnaître le prétendant la justice de ses réclamations. M. Giffen a donc obtenu tout à la fois pardon, amnistie et restitution [illegible] biens. En vertu des instructions du président Johnson, le général Howard, directeur en chef des bureaux d'affranchis, a écrit à M. Conway de restaurer M. Giffen dans toutes les propriétés qu'il avait à la Nouvelle Orléans: ce qui a été fait sans délai. Il n'y a pas un de nos lecteurs qui ne se réjouisse de cette nouvelle, car il n'y a jamais eu lieu qu'on vaie voir l'honorabilité du caractère et sur le mérite de M. Giffen et comme négociant et comme officier public.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*.

New York, 13 sept—Le coton est lourd et moins actif. Le middling est à 45.

Le gore meas est à $32 3,4.

L'or est à 162 3,4.

La Bourse est sans animation.

Nouvelles télégraphiques

(Télégrammes du 13 et du 12.)

Volney Dorsey, trésorier de l'Etat de l'Ohio, a été arrêté sous la prévention d'abus de confiance et de détournement de fonds.

Dorsey a donné une caution de $200,000.

Le gouverneur a désigné vacant l'office de trésorier.

Les délégations de capitalistes européens, faisant une tournée d'inspection aux Etats-Unis, sont arrivés à Cincinnati.

Le Lieutenant Clark du 2d état-major du général Howard adresse de Harper's Ferry un rapport très favorable sur la condition des affranchis, mais il dit que l'esprit de rébellion existe toujours.

Des guérillas du comté de Loudon, qui sont revenus, ont pris l'habitude de tirer sur des personnes de couleur à Sandy Hook, territoire Maryland. Une garde a été placée le côté de la Virginie pour empêcher le retour de ces désordres.

On écrit de Fort Sutter que le commissaire indien s'occupait de la besogne des stipulations qui finissent être imposées par le gouvernement aux tribus du sud-ouest.

Les Indiens disent qu'ils ne sont pas venus pour faire un nouveau traité, mais pour établir des relations amicales avec les tribus dernièrement en rébellion. Il n'y a que fort peu de tribus loyales à Fort Smith; d'autres y sont attendues.

New York, 12 septembre.—Un correspondant spécial de Washington à la *Tribune* de New York que les chefs du parti libéral demandent actuellement 10,000 hommes pour forcer tous les membres à obéir à des généraux réguliers, et il faut un million de piastres pour payer cette force. Avec un pareil nombre de troupes, on croit que la ville de Matamoros pourrait être prise. Une commission, autorisée par le ministre des affaires étrangères à lever un million et à acheter des munitions, est à Brownsville, mais la commission ne peut trouver l'argent.

L'ordre général au général Sheridan montre que le parti libéral a besoin de faire un emprunt aux Etats-Unis, et montre que le parti libéral ne peut pas, s'il ne compte sur l'aide des troupes de Maximilien pour entrer en 15 août à Juillet et une autre victoire importante leur a valu l'occupation de Monmouville, qui était en pouvoir des républicains.

Pendant une séance de la commission militaire qui poursuit le procès de Wirz, on a prétendu le corollaire du chirurgien de la prison, qui déclare que le prévenu est incapable d'assister plus longtemps à son procès, à cause d'une prostration nerveuse.

Une dépêche spéciale au *Chronicle* dit que le gouverneur de l'ambassadeur d'une république au Mexique favorise de plus en plus prohibitionistes.

Les Mexicains qui abandonnent encore à l'autorité gouvernement ont été [illegible] dans [illegible] on encourage les [illegible] qui [illegible] pour le pouvoir du Sud.

Les volontaires alsaciens ont été [illegible].

ARRIVÉE DU SECRÉTAIRE DU TRÉSOR.

Département du Trésor,
1er septembre 1865.

Conformément aux termes de la proclamation du Président qui livre les ressources imposées au commerce, les actions regardés jusqu'ici comme probable pouvaient être transportées dans les Etats rebelles ont [illegible] en [illegible] [illegible] [illegible]